L'opposition entre les tenants de l'action publique et ceux du secteur privé... un débat, qui est apparu avec le capitalisme, qui avait repris depuis une trentaine d'années, de l'actualité en France et qui avec la crise s'est étendu à la plupart des états occidentaux...

l'action publique dans la France de 2009 ?

Un sujet qui pose **des problèmes de terminologie** :

**Politiques publiques... services publics...
entreprises publiques... administrations**

La notion de ***politique publique*** est une déclinaison de l'action publique dans un domaine déterminé. Elle englobe l'ensemble des actions menées dans ce domaine, ainsi que les mesures de régulation.

Si l'on prend l'exemple du logement : les normes de construction, la construction et la gestion de logements sociaux, la lutte contre la spéculation. L'ensemble constitue la politique du logement.

La notion de ***service public*** a une acception plus restreinte. Elle s'applique à toute activité d'intérêt général, prise en charge par les pouvoirs publics et soumise à un régime juridique particulier. En ce sens elle englobe toutes les formes d'actions publiques.

Mais, dans son acception la plus courante, on ne l'applique qu'aux activités qui comportent la fourniture d'un service ou d'une prestation.

Pour reprendre l'exemple du logement on ne parlera de « service public » du logement qu'à propos de l'offre de logements sociaux.

Enfin quand on parle d'une ***administration***, d'un ***établissement*** ou d'une ***entreprise publique*** on se réfère non plus à l'activité mais à l'organe qui l'assume et à son statut juridique.

Il peut y avoir des offices publics ou privés d'HLM, des établissements d'éducation publics ou privés etc

Pour étudier l'évolution des rapports entre le public et le privé, nous vous proposons d'adopter une approche historique

- **D'hier à aujourd'hui** : le développement de l'action publique, son évolution récente et la crise actuelle ;
- **D'aujourd'hui à demain** : quelles pistes pour la recomposition de l'action publique qui s'avère nécessaire à l'ère de la mondialisation.

D'hier à aujourd'hui : le développement continu de l'action publique et sa remise en cause récente

Nous constatons tout d'abord un développement continu de l'action publique qui s'étend sur une longue période

Un premier constat:

Il existe une liaison intime entre le développement du capitalisme et celui de l'intervention publique dans le domaine économique et social..

Au fur et à mesure que le système capitaliste étend son emprise, on aboutit à la chaîne classique du « traité du social » : *situation, luttes, politique, institutions...*

Des problèmes se posent, des luttes s'engagent, et la collectivité doit intervenir.

'La main invisible' d'Adam Smith ne résout pas tous les problèmes.*

***Adam Smith** : Economiste écossais, qui vivait au XVIIIème siècle. Le vrai père du 'travailler plus pour gagner plus', il pensait que « *le travail et l'activité de l'homme était source de toute richesse et que l'intérêt personnel, ... joint au fonctionnement libre de l'offre et de la demande constitue un heureux mécanisme de régulation de l'économie* », la fameuse '*main invisible*'. , Considéré comme le père du libéralisme.
On lui doit également les grands principes de l'impôt.

Revenons sur le développement qui s'est fait en plusieurs étapes

- Au cours du 19^{ème} siècle: industrialisation naissante, situation de la classe ouvrière, droit de grève et droit syndical, début de la législation du travail
En G.B et en All. bien avant la Fr. -cf politique sociale de Bismarck-
- Fin 19^{ème} début 20^{ème} extension du salariat, systèmes de protection sociale (Age de l'électricité et de l'automobile)
- 2^{ème} partie du 20^{ème} : 'société de consommation', urbanisation, problèmes de la ville et de l'environnement vont de pair avec le développement des services collectifs.
- Et maintenant la mondialisation

Tout au long de cette évolution, les formes de l'intervention publique se diversifient et se renforcent :

- la régulation des activités privées par l'édiction de lois et de règlements et la mise en œuvre des contrôles nécessaires à leur application avec la législation du travail,(dès le 19^{ème} siècle), puis hygiène et sécurité, concurrence, consommation, urbanisme, environnement, etc
- les transferts de ressources pour garantir les revenus faces aux risques, assurances sociales au début du 20^{ème}, systèmes plus complets de protection sociale après le dernier conflit mondial
- la fourniture de services publics non marchands non plus seulement pour services de souveraineté qui ont toujours existé mais aussi pour grands services sociaux (éducation, santé,) qui se développent tout au long de cette période

- l'intervention directe dans l'économie marchande sous forme d'entreprises publiques que l'on voit apparaître entre les deux guerres et surtout après le dernier conflit mondial
- la planification du développement économique et social, sous forme atténuée par rapport aux pays de l'est, mais traduisant la volonté d'un pilotage collectif du développement

Cumulées ces interventions représentent un poids croissant sur l'économie :

les dépenses publiques représentent près de 50 % du produit national dans les années 70 contre 10% un siècle plus tôt.

?

au cours des trente dernières années, le mouvement semble s'inverser ; le processus est remise en question

L'origine de cette remise en cause est liée à deux phénomènes :

La mondialisation de l'économie (libre circulation des marchandises et des capitaux, internationalisation des processus de production, le poids croissant des firmes multinationales, la création d'un réseau mondial de communications) fragilise des actions qui étaient menées principalement au niveau des Etats :
il y a désormais une économie mondiale sans gouvernement mondial.

La poussée du libéralisme qui l'accompagne et qui remet en question, au nom de la primauté du marché, toutes les formes d'action publique :
plus question de planification. Le plan français s'étiole sous la gauche et il disparaît avec le gt Villepin

privatisation progressive des entreprises publiques largement entamée en France bien que notre pays soit parmi ceux qui en Europe ont le plus résisté sur ce terrain
Limitation des dépenses publiques, qui oblige à diminuer les transferts sociaux comme pour les services non marchands. Application actuelle par le gt. avec la RGPP* et la diminution des effectifs de la fonction publique.

*RGPP Révision générale des politiques publiques : Réforme de l'Etat amorcée depuis 12/2007 Cf. Rapport de E. Woerth du 03/12/2008
--

Reste la réglementation ou régulation des activités marchandes : elle ne peut être contestée dans son principe mais on la veut aussi restreinte que possible dans son champ, aussi légère que possible dans ses modalités et confiée aussi souvent qu'il sera possible à des autorités dites indépendantes, c'est à dire distantes d'un pouvoir politique présumé partial.

Ces orientations sont véhiculées au plan mondial par le FMI et la banque mondiale (le consensus de Washington)

et au plan européen par la Commission européenne (la primauté des règles de concurrence).

Elles imprègnent inégalement les politiques nationales :

la France se montrant résistante sur certains points....

- le principe puis le calendrier de l'ouverture à la concurrence des grands services publics de réseaux. Le volume de la pression fiscale et des dépenses publiques y restent apparemment plus important qu'ailleurs -

.... mais elle finit toujours par se plier à la règle commune.

Les évolutions idéologiques se poursuivent, conduisant le Gt. Villepin à supprimer en 2005 le commissariat au plan – « *l'ardente obligation* » du gal de Gaulle - ...et le PS à se rallier presque sans condition, en juin 2008, à l'économie de marché.

Qu'en est il aujourd'hui ?

- Avant même la crise actuelle il était clair que tout n'allait pas pour le mieux.

La mondialisation n'est pas un mal en soi, mais comme aux stades précédents du développement capitaliste, elle fait apparaître des problèmes:

inégalités, à l'intérieur de chaque pays et entre eux,
" problèmes liés aux mouvements démographiques,
" aux menaces pour l'environnement,
" au choc des cultures.

Au niveau du développement lui-même il y a eu des résultats positifs du côté des pays dits émergents.

Mais les analyses montrent que les pays qui ont le plus progressé sont ceux qui, en Asie notamment, ont maintenu des éléments forts de politiques publiques, tandis que ceux qui en Amérique latine ou ailleurs appliquaient sans nuance le consensus de Washington étaient confrontés à des crises.

Cf : Nations et mondialisations, les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé, de Dani Rodrik, éditions la découverte, 2008).

Là dessus survient la crise actuelle.

- A la base, un surendettement généralisé, encouragé par les organismes de crédit , associé à une dévalorisation importante du pouvoir d'achat des salariés - aux USA comme en Europe -, le tout dans un contexte de mondialisation des échanges,
- des insuffisances criantes dans la régulation des activités financières. bancaires et boursières -
- des effets en cascade dont on ne sait pas jusqu'où ils iront.

Conséquence inattendue

- La remise en cause de dogmes qui paraissaient pourtant bien assurés.

Il suffira du déclenchement aux USA d'une crise cyclique – et attendue – celle de l'immobilier après de nombreuses années de surévaluation de la valeur des produits immobiliers, pour que la crise gagne le milieu bancaire, qui depuis des années confondait sa mission avec celles de la bourse, puis par extension, les assurances et l'ensemble des fonds de pension , aux USA d'abord, puis mondialisation aidant de l'ensemble des pays....

Lire – ci-dessous- les extraits de l'article de E. Conan de 'Marianne'

Conséquence

réhabilitation du rôle de l'Etat mais sans qu'on sache très bien le rôle que ce dernier devra jouer :

Sera-t-il le pompier qui se borne à éteindre l'incendie
ou le pilote qui reprend les commandes ?

C'est dans ce contexte qu'il faut se poser le pb de la recomposition nécessaire de l'action publique

Yves Routier présenté le 3/03/09

Une explication succincte mais cohérente des causes de la crise...

Depuis près de trente ans, le néo-libéralisme pervertit le débat économique en idéologisant les questions techniques. « **La mondialisation heureuse** ' relevait plus d'une utopie politique que de la science économique.

Les chantres du néo-libéralisme qui nous disaient il y a moins d'un an que la dérégulation du marché était indispensable au développement économique, et expliquaient il y a encore quelques mois que la bulle du surendettement provenait d'*excès financiers* qu'il suffisait de purger pour que tout reparte comme avant, ne voyaient pas plus loin que leur écran boursier. Ne les intéressait que les profits financiers et non l'économie réelle.

Que s'est-il passé ?

Les détenteurs de capitaux ont affaibli les revenus des salariés des pays développés en les mettant en concurrence avec la main d'œuvre sous-payée des pays émergents du sud. Le démantèlement des protections douanières

- chez nous grâce à la préférence communautaire européenne du Traité de Rome - a installé une lutte des classes au niveau mondial.

Ces mêmes détenteurs de capitaux, avant tout, soucieux de profits immédiats, avaient oublié la règle de *Henri Ford* - qui payait bien ses ouvriers, pour qu'ils aient les moyens d'acheter ses voitures -.

Les salariés, muselés par le chantage au chômage, menacés de populisme à la moindre récrimination contre les riches et de xénophobie à la moindre contestation des délocalisations, ont vu leur part de la création de richesses baisser au profit des actionnaires et des patrons. Ce qui a déprimé la demande globale.

Les champions du néolibéralisme avaient trouvé une astuce moderne : soutenir ce pouvoir d'achat affaibli en distribuant du crédit à la consommation, sans aucun contrôle sur les capacités de remboursement des emprunteurs. On a vu ce que cela a donné aux USA avec les *subprimes*, [qui rappellent les chaînes qui fleurissaient il y a 10 ou 20 ans]... Cela ne pouvait pas durer et ne pouvait conduire que à l'explosion finale.

Depuis 2000, les pays à la croissance la moins poussive (par ex. l' Espagne) furent ainsi ceux qui ont le plus joué 'à l'américaine' en s'intoxiquant à l'endettement. Ce sont les mêmes «expert» économiques, - dont certain candidat à la présidentielle ! - qui, il y a 2 ans voulaient aller plus loin en France en distribuant du crédit hypothécaire et en développant les retraites par fonds de pension

Extraits de l'article de Eric Conan Marianne du 21-27/02/2009 p.44